

Les ressorts du vote FN en milieux populaires

lundi 27 février 2012, par [FOURQUET Jérôme](#), [SINDELAR Antoine](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2012).

En septembre 2011, la Fondation Jean-Jaurès publiait un essai intitulé *Le point de rupture, enquête sur les ressorts du vote FN en milieux populaires*. Conduite par le sociologue Alain Mergier et par Jérôme Fourquet (directeur adjoint du département Opinion politique de l'Ifop), cette étude éclaire les raisons d'une audience grandissante du FN notamment en milieux populaires, et pose les responsabilités et enjeux à gauche pour récupérer les classes populaires des mains des sirènes frontistes. Un entretien avec l'un des auteurs, Jérôme Fourquet, nous a paru incontournable.

Antoine Sindelar - Selon votre étude, le vote FN en milieux populaires repose sur un élément structurant que vous appelez l'insécurisation, en tant que processus de dégradation de la sécurité.

Jérôme Fourquet - L'insécurisation dans les milieux populaires concerne trois registres.

L'insécurité physique qui nourrit le vote FN depuis longtemps. L'insécurité sociale et économique : perte de pouvoir d'achat, chômage, endettement, les fins de mois commençant le 15, avec des travailleurs pauvres à côté de soi qui vous rappellent que vous pouvez basculer dans la précarité, etc. Et un troisième niveau d'insécurisation, « culturelle ou identitaire », liée à la question de l'immigration. Le sentiment que dans certains quartiers ou certaines villes, les équilibres « ethniques » ont été profondément bouleversés fait qu'une partie de cette population peut se sentir exclue ou minoritaire sur son « propre territoire ». On peut retrouver également cette insécurisation identitaire, à un niveau supérieur et collectif en tant que Nation dans la mondialisation, dans la construction européenne, avec l'impression que le cours des choses nous échappe. Et là où le discours de Marine Le Pen (MLP) est très performant c'est qu'il traverse tous ces niveaux d'insécurisation, les rend cohérents et les explique. « L'avantage comparatif » d'efficacité et de conviction par rapport au discours de la gauche dans les milieux populaires, c'est qu'elle n'est pas du tout « encombrée » par des questions de solidarité internationale notamment. Sur la Grèce, quand le NPA dit qu'il faut être solidaires en regardant les dégâts de politiques qui prennent le peuple grec à la gorge, le message du FN est plus radical, simple et évident : « *On ne va pas payer pour les Grecs* ». Tout leur discours est un superbe machine de guerre bien huilée et très performante. Quand le PS dit qu'il faut réindustrialiser la France et en parallèle renégocier des traités européens, il y a l'idée derrière que l'on reste dans le même logiciel, qu'on s'accommode du système. Alors que pour une part importante des classes populaires qui a basculé dans la rupture avec le système, il ne faut plus l'aménager, il faut en sortir, parce qu'il ne nous apporte rien de bon, et que si on continue sur cette pente, le pire est certain. MLP propose un autre chemin, crédible ou pas, mais au moins il est simple et cohérent.

Autre pilier selon vous du vote FN dans les classes populaires, c'est le discrédit du pouvoir politique, non plus sous l'angle de l'incompétence mais celui de l'impuissance, ce qui

nourrit un sentiment d'abandon par les élites.

On a une dynamique nouvelle qui correspond à la rencontre d'un constat que fait une part grandissante de la population (pas seulement dans les milieux populaires) et d'une nouvelle orientation du FN.

À l'occasion de la crise, le sentiment règne qu'aujourd'hui les politiques, en général, ne sont plus en capacité de mener le destin du pays et que les grandes décisions se prennent ailleurs, soit sur les marchés financiers, soit à Bruxelles, et que nous serions donc réduits à subir. C'est une problématique qui était en gestation depuis quelques années mais qui a pris plus de visibilité depuis deux-trois ans avec l'accélération de la crise. Par exemple, la perception dans l'opinion publique de l'épisode du sauvetage des banques est que l'État a été pris en otage et que les marchés financiers ont gagné la partie. C'est une représentation très présente. Cela coïncide avec une nouvelle orientation dans le discours du FN avec une forte priorité mise sur la question de la mondialisation, des élites contre le peuple et de cette oligarchie financière internationale « cosmopolite » qui aujourd'hui mènerait la danse. Il y a donc une prise de conscience dans toute une partie de la population qui coïncide avec une mutation du discours du FN qui parle en priorité aujourd'hui de délocalisation (même s'il continue à parler d'insécurité et d'immigration) de retour au franc, de l'euro cher, des ravages de « l'euro-mondialisme ».

C'est un élément assez nouveau et structurant de la capacité d'écoute que MLP a su générer dans les classes populaires. Quand par exemple, elle parle de la sortie de l'euro, on n'est pas seulement sur un totem. Elle sait très bien que c'est le symbole, pour les gens qui adhèrent à cette vision-là, d'une volonté politique de rompre avec le système, de renverser la table. Elle est très fortement créditée là-dessus, ce qui n'est pas le cas d'autres responsables politiques qui sont perçus comme des accompagnateurs ou des personnes qui se contenteront de suivre le mouvement puisque les décisions leur échappent ou qu'ils ne veulent plus s'emparer des leviers de commande.

Selon vous, le clivage opérant dans le vote FN en milieux populaires ne serait plus le clivage gauche-droite, mais volontarisme-résignation.

On est sur des repères politiques classiques qui ont volé en éclats ou qui se sont considérablement estompés. Gauche-droite, cela fait longtemps qu'il est un peu dépassé dans ces couches sociales. L'électeur populaire historiquement à gauche qui votait FN, pouvait encore voter au second tour à gauche contre la droite jusqu'au début des années 2000. Aujourd'hui, c'est plutôt résignation contre volontarisme, acceptation de la mondialisation et de l'ordre libéral ou non. Cette grille de lecture recoupe quelque chose de plus trivial et qui fonctionne très bien : les gros contre les petits. Ce que fait le NPA quand il dit « Ce n'est pas à nous de payer leur crise » ou les Indignés quand ils disent « Nous sommes les 99 % ». MLP s'est glissée dans ce schéma d'une majorité qui subit les décisions d'une infime minorité.

On a l'impression que le FN « laisse » à l'UMP le travail idéologique sur l'immigration et l'insécurité, et que lui au contraire se positionne sur le créneau du volontarisme qui a si bien réussi à Sarkozy en 2007, et qui répond au sentiment d'abandon des classes populaires.

Ils ont repris l'adage du père, qui veut que « l'on préfère toujours l'original à la copie ». Ils font le pari que l'UMP et Sarkozy ne parviendront pas à refaire le coup de 2007, et là-dessus je ne les détromperais pas trop aujourd'hui.

Une des différences avec 2007, c'est que Sarkozy a désormais un bilan. Sur le volontarisme économique, au début de son mandat il pouvait se référer à l'épisode Alstom en 2004-2005, mais

maintenant il y a l'exemple de Gandrange, on verra l'avenir de SeaFrance ou de Pétroplus. Là-dessus, il est donc un peu coincé et MLP sait que la désindustrialisation est un sujet très sensible dans les classes populaires et elle y va franco. Pour le bilan sur l'insécurité et l'immigration, là aussi quand vous regardez les enquêtes, la sécurité ne s'est pas franchement améliorée. Pour ceux qui étaient très sensibles à la question de l'immigration, il y a l'impression que Sarkozy est très en deçà de ses promesses et que malgré la « chasse aux Roms », le compte n'y est pas avec des flux migratoires qui continueraient à rentrer en France à « plein goulot ». De mon point de vue, il n'y a pas de partage des rôles, MLP fait le pari que plus l'UMP va parler de cela (comme la métaphore sur l'équivalent d'une ville comme Rennes qui entre en France, reprise par Guéant), plus vont ressortir, auprès d'un électorat sensible à ces questions, les insuffisances ou les carences du bilan de Sarkozy.

Mon propos n'était pas sur un partage des rôles et une alliance mais sur le positionnement stratégique du FN qui n'a plus besoin de faire ce travail-là.

Oui, le FN se dit « *les autres en parlent, et comme ils ont un bilan décevant, cela ne fait qu'amener de l'eau à notre moulin* ». Comme s'ils étaient dans des sables mouvants et qu'à chaque fois qu'ils bougent ils s'enfoncent un peu plus. À la sortie, c'est le FN qui rafle la mise, et donc il va se concentrer sur un discours plus économique, plus en phase avec la période de crise, ce qui constitue un tournant idéologique majeur et efficace dans l'histoire du Front. Ces nouvelles thématiques entrent en cohérence avec une réponse plus globale à l'insécurisation qui leur permet d'élargir leur audience et de toucher une nouvelle clientèle. Et là, le défi s'adresse à toute la gauche.

C'est effectivement des choses que l'on entend sur les marchés : « *On a essayé la gauche, la droite, ça marche pas alors pourquoi pas eux ?* » Le FN n'a pas de bilan ou alors municipal et très peu connu, et donc apparaît comme une alternative crédible.

Tout à fait. C'est notamment le cas pour une partie de la population, très touchée par la crise, et au bout du rouleau. Parce qu'il y a quand même des forces de rappel, des verrous, sur l'antiracisme par exemple, mais pour un électorat qui n'a plus rien à perdre et qui est à bout, les précautions sémantiques et morales ne comptent plus. On a vendu l'euro, la construction européenne et monts et merveilles et eux sont toujours plus en difficulté, et donc pourquoi ne pas tenter le FN ? Il faut cependant être prudent. C'est un courant puissant avec des pans entiers de l'électorat qui se tournent vers le FN mais pas majoritaire.

Comme MLP n'a pas été aux responsabilités, elle ne s'embarrasse pas non plus de bémols. Quand elle prône la sortie de l'euro, elle y va cash, pas comme à gauche où l'on tient compte d'un principe de réalité, des négociations avec les partenaires, etc. Se plaçant hors-système, elle peut donc dire beaucoup plus facilement « *mes propositions sont crédibles et possibles puisqu'on va changer de système* ».

Ce qui est la place la plus confortable finalement.

Oui et elle a un autre avantage par rapport aux partis de gouvernement ou au NPA et au FG, c'est une cohérence à tous les niveaux et la capacité de son discours à prendre en compte les trois types d'insécurisation.

Sans minimiser l'aspect « adhésion au programme », le ressort principal du vote FN semble être le volontarisme politique. On avait tendance à dire au début 2000 que le vote FN était passé d'un vote de sanction à un vote d'adhésion. Est-on revenu à un vote de colère protestataire ?

C'est rarement des gens qui vont bien qui votent FN. Ils manifestent un ressentiment, une

exaspération. Cette colère peut être couplée avec une adhésion plus ou moins intense au discours. À mon avis, la dimension protestataire reste forte mais s'accompagne d'une adhésion croissante au programme, notamment parce que le discours a muté. On n'a plus de dérapages sur la Shoah, etc.

Il y a l'idée que le cours des choses n'est plus maîtrisé par les politiques, et comme on a une conception en France du rapport au politique qui est lié à l'État, si on a l'impression que l'État ne peut pas le faire, on est bien démuni parce qu'il n'y a personne d'autre vers qui se tourner. Dans les mêmes enquêtes, les gens nous disent que ce sont les banquiers, la finance qui détiennent les manettes, que la partie est pliée, que les politiques se sont laissés déposséder. Mais ils nous disent aussi « il faut qu'ils reprennent le contrôle, c'est possible, encore faut-il qu'ils le veuillent ». Et c'est là où MLP a un avantage certain, c'est que d'après l'image qu'on en a, c'est quelqu'un qui tranchera, sa main ne tremblera pas. Pour ceux qui sont au bout du rouleau, il va falloir une explication avec Bruxelles, les banquiers, les grands groupes et donc il faut quelqu'un qui tienne la barre. Pour résumer bon nombre se disent : « *Sarkozy on y a cru, on en a été pour notre argent, Hollande on sent pas l'affaire. Il y en a une dont on se dit qu'elle fera ce qu'elle promet* ».

Ce rejet des élites, en quelque sorte, ce n'est pas un rejet de la politique mais au contraire une demande de plus de politique et de démocratie. « Faites votre boulot » semble nous dire ce rejet des élites.

Absolument. Le système n'est plus prévisible. Quand vous êtes cadre supérieur, propriétaire de votre logement, diplômé, parlant plusieurs langues, vos enfants vont dans de bonnes écoles... le système ne vous fait pas forcément plaisir mais vous vous dites qu'on ne peut pas forcément changer, et que personnellement vous avez plusieurs protections pour amortir les éventuels coups durs. Quand vous êtes en bas de l'échelle, si vous n'avez pas la bouée de sauvetage du politique, il n'y a plus grand chose à espérer.

N'y a-t-il pas là un axe de travail antifasciste prioritaire des forces progressistes que de redonner du crédit à l'action politique, de répondre à des attentes légitimes populaires (et non pas populistes) ?

Oui, mais pour que ce soit crédible, encore faut-il être en capacité de peser et de montrer qu'on est rassemblés. Pour un électorat un peu politisé, le rapport de forces face à la droite et l'extrême droite n'a jamais été aussi défavorable, avec le sentiment que ce n'est pas en y allant divisés à deux ou trois qu'on va y arriver.

Sans tomber dans cette fausse image des extrêmes qui se rejoignent, si quelqu'un veut faire vaciller le système et réorienter un peu le cours des choses, son bulletin de vote sera plus utile s'il se porte vers un candidat qui fait 20 % que pour quelqu'un qui fait 1 ou 5 %. Il y a un effet boule de neige qui bénéficie au FN, une dynamique de succès. Le FN relève la tête à partir du moment où aux régionales, il était présent dans quinze régions au second tour. Dans l'entre-deux-tours, son électorat, dont une partie n'avait pas voté au premier tour, se mobilise et le vote progresse. Ce sont des gens qui n'y croyaient plus et qui se disent que de nouveau il y a de l'espoir et que la flamme renaît au FN. Cela se passe également un peu pour le Front de Gauche avec le sentiment de retrouver l'effet grisant de 2005 et une dynamique unitaire.

L'extrême droite prend la place qu'on lui laisse en quelque sorte ; ce que disait Ras l'front à une époque : « leurs avancées sont faites de nos reculs ».

Oui, et ils sont plus à l'aise car ils s'embarrassent moins de pudeur et de morale. C'est plus tranché, c'est cohérent et simple. Face à la crise, on va au devant de choix importants et de moments difficiles. L'électorat notamment populaire regarde donc du côté de ceux qui sont en capacité de

peser et de tenir le choc.

Propos recueillis par Antoine Sindelar

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 29 (février 2012).